

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Octobre 2010

SOMMAIRE

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	7
Amérique du Nord	9
Asie	11
Europe	13
Méditerranée	16
Tourisme responsable	20
Eau	22
Institutions européennes	23
CGLU	24
Etudes	25
Actualités	26
Agenda	30
Publications	32

Les autorités locales et régionales écartées du Sommet des Nations Unies OMD+10

Nés de l'accord auquel sont parvenus les dirigeants de la planète au Sommet du Millénaire des Nations Unies en l'an 2000, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (les OMD) représentent une série de huit objectifs déclinés en buts quantifiables pour lutter contre le sous-développement. Ils instituent un cadre de travail dans lequel s'engage l'ensemble des acteurs de la communauté internationale pour éliminer la pauvreté d'ici 2015.

A seulement cinq ans de l'échéance de 2015 fixée pour la réalisation des OMD, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a demandé aux dirigeants du monde de se réunir au Sommet de New York, du 20 au 22 septembre, afin de dresser le bilan du chemin parcouru depuis 2000 et d'évaluer celui restant à parcourir jusqu'en 2015.

Depuis longtemps déjà, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) milite pour que soit reconnu le rôle des autorités locales et régionales pour la réalisation des OMD. Kofi Annan affirmait déjà en 2000 que 70% des OMD ne pouvaient être atteints sans l'implication des autorités locales et régionales.

L'Union européenne, à la demande du gouvernement français, avait accepté que les autorités locales et régionales soient mentionnées comme acteurs importants de la réalisation des OMD dans la résolution finale adoptée à l'issue de ce Sommet. Si tel avait été le cas, cela aurait laissé présager des évolutions positives et un changement d'approche pour atteindre les objectifs à l'horizon 2015. Le texte final n'évoque finalement que la nécessité de favoriser « une meilleure coordination entre les institutions nationales et locales... », et uniquement pour atteindre l'OMD n°7, consacré à la préservation de l'environnement !

CGLU avait obtenu des Nations Unies que Bertrand Delanoë, président de CGLU et maire de Paris, puisse être la voix des gouvernements locaux du monde lors de l'assemblée plénière du Sommet. Au dernier moment, il a été décidé que la « société civile » aurait pour porte-parole Melinda Gates, présidente de la fondation « Bill et Melinda Gates ». Une telle décision insatisfait aussi bien les ONG que les autorités locales et régionales. Elle fragilise un peu plus le concept anglo-saxon de « société civile ».

A titre de protestation, CGLU a décidé d'annuler la réunion prévue au siège des Nations Unies, sur l'implication des gouvernements locaux et régionaux en faveur de la réalisation des OMD.

Charles Josselin représentait à New York les collectivités territoriales françaises. Il a pu participer, notamment aux côtés de Bernard Kouchner, à la réunion consacrée aux financements innovants pour le développement et organisée à l'initiative de la France, de la Belgique et du Japon.

Pour autant, il n'a pu que constater le chemin qui reste à parcourir aux autorités locales et régionales pour être reconnues par les Nations Unies comme des interlocuteurs légitimes du débat mondial sur les OMD. Ceci au moment où les agences de ces mêmes Nations Unies sollicitent de plus en plus les moyens des collectivités le monde.

Bertrand Gallet
Directeur général

Les 8 OMD : Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim, Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous, Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans, Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle, Objectif 6 : Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies, Objectif 7 : Assurer un environnement durable, Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

SÉCURITÉ AU SAHEL : Débat avec Jean-Christophe Rufin

Compte tenu de la menace sécuritaire qui prévaut au Sahel et de son incidence sur les partenariats de coopération décentralisée, Cités Unies France organisera, **le mercredi 13 octobre, de 14h00 à 16h30 (Centre d'Etudes, de documentation, d'information et d'actions sociales CEDIAS – Musée social, Grande salle de réunion, 5 rue Las Cases, 75007 Paris)**, un débat avec les collectivités concernées. Le but sera de mieux comprendre le Sahel d'aujourd'hui et de réfléchir collectivement à des alternatives permettant de maintenir les liens forts qui existent, de longue date, entre partenaires.

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Confirmation de la tenue des Premières Assises franco-béninoises de la coopération décentralisée

La réunion interministérielle béninoise du 22 septembre a confirmé les dates des Premières Assises franco-béninoises de la coopération décentralisée. Cette rencontre politique de première importance entre collectivités territoriales se déroulera dans le cadre des célébrations du 50^{ème} anniversaire de l'Indépendance du Bénin, **les 28 et 29 octobre prochain, à Cotonou**. L'objectif étant de renforcer les liens et de faire un état des lieux des pratiques de coopération entre les instances décentralisées de la France et du Bénin.

Afin de préparer la participation des collectivités françaises, le groupe-pays Bénin s'est réuni, pour la dernière fois avant cette échéance majeure, le lundi 27 septembre, dans les locaux de Cités Unies France. Cette réunion a fait le point tant sur les aspects logistiques que sur les contenus des ateliers. Un compte rendu des échanges sera envoyé à l'ensemble des membres du groupe-pays Bénin et mis en ligne sur notre site Internet :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1123>.

BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du Conseil régional du Limousin et adjoint au maire de Guéret

Tenue du 1^{er} comité de pilotage du programme d'approvisionnement en eau potable et assainissement au profit de neuf communes du Burkina Faso à Ouagadougou, les 21 et 22 septembre 2010

Les 21 et 22 septembre 2010, s'est tenu dans les locaux de l'AMBF à Ouagadougou, le 1^{er} comité de pilotage du Programme « d'approvisionnement en eau potable et assainissement au profit de neuf communes du Burkina Faso ».

Ce projet pilote de coopération décentralisée tripartite est né des réflexions avancées lors du 6^{ème} Conseil des Ministres franco-allemand, tenu le 14 mars 2006, dans le but de renforcer le réseau des jumelages entre communes axées sur le co-développement. Ce projet a obtenu un co-financement du ministère français des Affaires étrangères et européennes dans le cadre de l'appel à projet 2010-2012.

Porté par six villes moyennes françaises, dont la ville de Châtelleraut est chef de file, associées à cinq communes allemandes, au profit de neuf communes burkinabè, le projet a pour finalité d'améliorer les conditions de vie des populations par une bonne alimentation en eau et une meilleure hygiène publique.

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du conseil général de l'Eure

Réunion concertée du groupe-pays et des réseaux pS-Eau et Ran'Eau du 4 mai 2010

Les collectivités membres du groupe-pays Madagascar se sont réunis le 4 mai 2010, avec les responsables des réseaux pS-Eau et Ran'Eau, pour participer à un temps de travail sur les pistes de coopération décentralisée à développer dans le secteur de l'eau et de l'assainissement à Madagascar.

Pour lire le compte rendu de la réunion, site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1114>

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny Glières

Réunion du groupe-pays Niger, le 30 septembre 2010

La réunion du groupe-pays Niger du 30 septembre a principalement porté sur la question sécuritaire dans le pays. En effet, pour la majeure partie des coopérations, l'enjeu est l'étiollement des liens forts entre acteurs nigériens et français de leurs partenariats.

A l'ordre du jour figurait également un bilan d'étape de l'action concertée mise en place début juillet, par plusieurs collectivités du groupe-pays, en réponse à la crise alimentaire au Niger. A ce jour, c'est près de 200 000 euros que les collectivités ont mobilisé, en versement direct à des opérateurs sur place ou sur le fonds ouvert par Cités Unies France, dans un premier temps pour des actions en direction des populations les plus vulnérables et du bétail. Une seconde phase de cette initiative sera consacrée à la mise en place d'actions structurantes, à plus long terme.

La concertation au sein du groupe-pays Niger se poursuit avec le démarrage, dès maintenant, de la 3^{ème} phase du programme « **Aniya 3** », qui a reçu en mai dernier l'accord de cofinancement du MAEE. La Communauté de Communes Faucigny Glières en est la collectivité chef de file, Cités Unies France en assurera la maîtrise d'ouvrage déléguée. En attendant la mise en

place des futurs élus nigériens, à souhaiter au 1^{er} semestre 2011 si le calendrier électoral est maintenu, les collectivités françaises seront consultées courant octobre pour confirmer leur engagement sur les trois années du programme.

SENEGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille et conseillère communautaire de Lille Métropole Communauté urbaine

Préparation des Assises Senegalo-Européennes de Dakar, les 4 et 5 novembre 2010

Nous rappelons que le Ministère sénégalais chargé de la coopération décentralisée, en partenariat avec l'Union des Associations d'Elus locaux (UAEL) et Cités Unies France, organise les Assises sénégalo-européennes de la Coopération décentralisée, les jeudi 4 et vendredi 5 novembre 2010, à Dakar.

Ces Assises revêtent une importance capitale pour la politique de coopération décentralisée au Sénégal. Elles permettront de partager une vision stratégique et concertée de la politique de coopération décentralisée au Sénégal entre les acteurs, qu'ils soient collectivités locales, Etat ou partenaires techniques et financiers. Leur objectif est de faire émerger les nouveaux paradigmes que portent les partenariats de coopération décentralisée pour les partager et les affirmer comme une démarche cohérente et concertée entre collectivités territoriales sénégalaises et européennes.

Afin de préparer la participation des collectivités françaises, le groupe-pays Sénégal s'est réuni le 3 septembre 2010, dans les locaux de Cités Unies France. Cette réunion a permis de faire le point sur l'organisation logistique et le contenu des ateliers. Un compte-rendu des échanges sera envoyé à l'ensemble des membres du groupe-pays Sénégal et mis en ligne sur notre site Internet : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1108>.

Le programme prévisionnel des Assises sera également bientôt mis en ligne sur notre site, et envoyé aux membres du groupe pays. Cités Unies France consultera dans les prochains jours les membres du groupe-pays afin de connaître leur intention de participer à cet événement.

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Liberal, vice-présidente de la Communauté de Communes de la Côte Roannaise

Le programme concerté de promotion et de renforcement de la coopération décentralisée franco-togolaise, lancé en 2007 sur cofinancement du MAEE, auquel participent 15 collectivités françaises, prendra fin le 31 décembre 2010.

Une rencontre bilan devrait être organisée fin novembre au Togo. Les collectivités françaises participant à ce programme seront consultées sur leur disponibilité à y participer.

ACTUALITÉS TOGO

Sixième édition de la Journée nationale de la commune togolaise

Placée sous le thème « Potentiel humain féminin dans le développement des villes de l'espace communautaire de l'UEMOA dans un contexte de décentralisation », la sixième Journée nationale de la commune togolaise (JNCT) s'est tenue à l'Université de Lomé, les 20 et 21 septembre 2010.

Concernant le processus de décentralisation, M. Bodjona, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des collectivités locales, a ouvert les travaux de ces deux jours de débats. Ce dernier a réaffirmé la détermination du gouvernement à organiser les élections locales en 2011, au Togo.

En marge de cette journée, trois conventions de partenariat ont été signées, parmi lesquelles la convention qui officialise le partenariat entre l'Union des Communes du Togo (UCT) et Cités Unies France, représentée pour l'occasion par Jean-Marie Tetart, vice-président du Conseil général des Yvelines.

(Source : UCT)

AFRIQUE ET OMD

Santé : comment financer la santé publique

Au cours du 15^e sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine, à Kampala, en juillet 2010, les dirigeants africains se sont engagés à mobiliser plus de ressources pour le secteur de la santé en plus de l'allocation de 15% des budgets nationaux.

Dans les pays comme le Tchad, le Madagascar, le Burkina Faso, le Nigeria, le Cameroun, et le Mali, moins de 5% des femmes ont accès aux soins de qualité pendant l'accouchement. 50% des personnes en Afrique n'ont pas accès aux médicaments essentiels. Plusieurs pays essaient de fournir gratuitement ou à un coût très bas des soins pour la mère et pour l'enfant, pendant que d'autres sont en train de former des agents supplémentaires pour des zones reculées.

Avec une petite fraction seulement des Etats africains atteignant même les 15% de dépense sur la santé, trouver des ressources supplémentaires pour former des agents de santé sera une tâche difficile.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201009230147.html> - 22 septembre 2010)

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Sénégal, « Aniya 3 »)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Président du groupe-pays Amérique du Sud, Amérique Centrale, Mexique et Cuba : Jean-Philippe Magnen, vice-président de la région Pays de Loire

Président du groupe-pays Brésil : Michel Vauzelle, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Séminaire France - Amérique latine : de nouveaux partenariats à l'échelle locale et régionale, le 17 novembre 2010, de 8h30 à 13h30, au Musée d'Art - Centre historique de la Ville de Mexico DF

Ce séminaire organisé par Cités Unies France et l'Agence Française de Développement, avec le concours du Gouvernement de la Ville de Mexico DF et du ministère des Affaires étrangères et européennes, met en lumière à la fois le partenariat entre les collectivités territoriales et l'AFD, et l'apport de la coopération décentralisée dans le champ de la coopération internationale. Trois pays sont principalement ciblés : le Brésil, la Colombie et le Mexique, pays où l'AFD est présente.

Cette séance de travail est un *side event* officiel du 3^{ème} Congrès mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux, qui se déroulera à Mexico, du 16 au 20 novembre 2010.

Si vous souhaitez y participer, vous pouvez contacter Felicia Medina, chargée de mission.

BRESIL

Clôture du Programme de coopération France-Brésil : mosaïques d'aires protégées à la Région Nord - Pas-de-Calais

Le réseau franco-brésilien de coopération pour le renforcement de la gestion intégrée et participative des Mosaïques d'aires protégées a réalisé, après 4 années de collaboration, son 6^{ème} et dernier Séminaire, du 6 au 8 septembre 2010, en Nord - Pas-de-Calais (Aubry du Hainaut et Lille), à l'invitation du conseil régional.

Après des sessions thématiques qui ont réuni acteurs français et brésiliens, du 31 août au 2 septembre, dans les différentes régions françaises partenaires du programme - Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône Alpes, Nord - Pas-de-Calais - une mise en synthèse des différents échanges a été réalisée le vendredi 3 septembre, à Lille. Ces sessions ont été articulées autour de 3 grands thèmes : gouvernance et mobilisation sociale, articulation entre les différentes politiques territoriales et valorisation de l'identité d'un territoire.

A l'issue de ces rencontres thématiques, le 8 septembre, a eu lieu la séance de restitution du 6^{ème} Séminaire au siège de Région, à Lille. Lors de cette séance, a été présenté le livre de capitalisation des 4 années de la démarche. Des perspectives pour continuer ce programme environnemental franco-brésilien ont été envisagées par les partenaires acteurs de cette coopération originale, qui est à la fois bilatérale et décentralisée.

ACTUALITÉS MEXIQUE ET L'AMÉRIQUE CENTRALE

Des gigantesques inondations frappent le Mexique et l'Amérique Centrale

Depuis près d'un mois a commencé la saison des pluies au Mexique frappant jusqu'à présent sept Etats du sud du pays. Les pluies torrentielles ont fait déborder les fleuves et ont causé d'impressionnantes inondations, notamment dans les Etats d'Oaxaca, Chiapas, Tabasco et Veracruz. D'après le dernier bilan officiel, on compte environ un million de sinistrés. Même si le Mexique et d'autres pays d'Amérique Centrale souffrent tous les ans les dégâts de la saison des pluies, cette année la situation a été qualifiée d' « atypique ». Le président mexicain, Felipe Calderon, attribue la magnitude des inondations au réchauffement climatique et en effet, le service météorologique mexicain a constaté une augmentation de 1,5°C de la température de l'océan par rapport à la moyenne saisonnière. Ceci implique une accélération du phénomène d'évaporation et provoque des intempéries continues. Néanmoins, certains experts font savoir que les inondations répondent à des causes multifactorielles comme une urbanisation non planifiée et à la déforestation au profit des terres cultivables, ce qui réduit la capacité d'infiltration des pluies dans le sol. A cette catastrophe s'ajoutent maintenant les risques d'épidémies et le manque de moyens des autorités mexicaines pour porter secours à 974 000 sinistrés et 20 000 réfugiés.

Appel à projets du MAAE 2010-2011 en soutien à la coopération décentralisée franco-argentine

Dans le cadre de l'accord de coopération décentralisée signé, en octobre 2009, entre l'Ambassade de France en Argentine et le Conseil Fédéral d'Investissement argentin, le ministère des Affaires étrangères et européennes et les autorités argentines ont lancé un appel à projets de soutien à la coopération décentralisée franco-argentine. Le comité franco-argentin a sélectionné 5 projets qui seront cofinancés pour un montant de 66 328 euros.

Les projets sélectionnés sont :

- Conseil régional de Rhône-Alpes/Province de Buenos Aires
- Conseil général de l'Aveyron/Ville de Saavedra-Pigüé
- Communauté de communes du Grand Cahors/Ville de Lujan de Cuyo
- Ville de Paris/Ville de Buenos Aires
- Ville de Chartres/Ville de Lujan

Le prochain appel à projets 2011-2012 sera ouvert du 1er mars au 31 mai 2011. La sélection des projets interviendra la première quinzaine du mois juillet 2011. Les thématiques prioritaires définies pour l'appel à projets 2010, notamment les conditions d'éligibilité, seront maintenues pour 2011.

Pour plus d'information : www.diplomatie.gouv.fr/cncd

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

ETATS-UNIS

Président du groupe-pays : Roland Ries, maire de Strasbourg, sénateur du Bas-Rhin

La coopération décentralisée franco-américaine : la ville de Greenville cherche le partenaire français !

Interview de Madame **Heather McTeer Hudson**, maire de Greenville (Mississippi), accordé à l'équipe de Cités Unies France, lors de son séjour à Paris, en juin 2010

Greenville est une commune rurale de l'Etat du Mississippi, aux Etats-Unis. Dotée d'une population de près de 40 000 citoyens, elle se situe sur la côte est du Lac Ferguson. C'est une des régions les plus pauvres des Etats-Unis avec 40% de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté et une culture fortement marquée par le racisme.

Historiquement lié à la France, le Mississippi a une douzaine de filiales de sociétés françaises et une Alliance française active. En septembre 2009, le consul général de France, Pascal Le Deunff, a visité Greenville. Aujourd'hui, le maire de Greenville, Heather McTeer Hudson souhaite initier un partenariat avec une collectivité française. Lors de son passage en France, nous avons eu l'occasion de la rencontrer.

Cités Unies France : Quels sont les points forts de Greenville ?

Heather McTeer Hudson : Notre grand point fort est l'agriculture. Nous cultivons du maïs, des germes de soja, du bambou, du riz... Nous fournissons « Uncle Ben's » en riz. Le bambou est un produit très intéressant car c'est un produit vert. Certes, l'Asie en produit beaucoup, mais ils ont de moins en moins d'espace. Nous pouvons partager notre expertise sur la production de bambou.

CUF : Avez-vous déjà développé des projets de coopération décentralisée ?

H. McTeer Hudson : A l'international, nous coopérons avec deux communes : Greenville, au Liberia, et Kronach, en Allemagne. Nous travaillons avec elles sur la culture de bambou et de noisettes. Avec Kronach, nous avons également des échanges scolaires au niveau du secondaire.

CUF : Sur quoi voudriez-vous travailler avec des collectivités territoriales françaises ?

H. McTeer Hudson : Nous serions intéressés par quatre domaines :

- les échanges scolaires : j'aimerais, comme c'est déjà le cas avec la ville de Kronach, mettre en place des échanges scolaires au niveau secondaire, mais aussi universitaire. Les étudiants d'une collectivité française pourraient venir à Greenville faire un stage dans une de nos deux grosses multinationales que nous hébergeons à Greenville, « Mars » et « Uncle Ben's » ;
- la culture : nous pourrions organiser les séjours de nos artistes dans les collectivités

- partenaires et vice-versa. La ville de Greenville est connue par ses musiciens de blues. On peut dire que Greenville est le berceau du blues ;
- l'économie : nous voudrions faire des échanges d'expertise dans le domaine de l'agriculture et du tourisme. Notre commune a un passé historique intéressant. On peut y retrouver les traces de la ségrégation raciale qui a duré jusqu'aux années 70. Par ailleurs, Greenville fait partie du top 100 des lieux aux Etats-Unis de pêche et de chasse. Greenville dispose d'un aéroport ;
 - l'écologie : nous aimerions partager nos expériences sur le recyclage et le traitement des eaux.

CUF : Avez-vous des collectivités françaises en vue ?

H. McTeer Hudson : Nous sommes intéressés par des communes rurales de la même taille que la notre, entre 35 et 45 000 habitants. Nous pourrions éventuellement collaborer avec des intercommunalités. Nous travaillons beaucoup avec des villes dans les alentours, comme Cleveland (MS) et Greenwood qui ont entre 20 et 25 000 habitants.

CUF : Dans quel délai voudriez-vous mettre en place cette coopération ?

H. McTeer Hudson : Nous souhaitons commencer le plus tôt possible. Nous voulons mettre en place une coopération décentralisée sur une durée de cinq ans.

CUF : Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portez aux collectivités françaises et espérons qu'un partenariat (et/ou jumelage) sera bientôt mis en place entre Greenville et une ville française.

Pour plus d'informations sur la ville de Greenville sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1081>

Pour plus d'information :

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

ARMENIE

Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne

RAPPEL : les Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne auront lieu les 7 et 8 octobre 2010, à Erevan.

PAKISTAN

Catastrophe au Pakistan : Cités Unies France ouvre un fonds de solidarité des collectivités locales françaises pour le Pakistan

Les violentes précipitations qui ont provoqué des inondations et des glissements de terrain dans le nord-ouest du Pakistan depuis pratiquement 2 semaines ont entraîné une crise humanitaire d'une extrême gravité. On dénombre près de 20 millions de sinistrés, soit 8% de la population, 2 millions de sans abris et 1 600 morts (les chiffres restent provisoires). Près de 6 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire et 302 000 maisons ont été détruites, balayées par les pluies diluviennes.

Bien qu'il n'y ait pas de coopérations entre collectivités locale française et pakistanaise, l'ampleur de la catastrophe est telle que Cités Unies France, à la demande de certains de ses adhérents, a décidé d'ouvrir un fonds d'urgence.

Des villages entiers ont été entièrement détruits et la reconstruction doit commencer rapidement. L'aide et l'expertise des collectivités locales françaises pourraient être utiles. Le fonds pourra y contribuer.

Un compte pour le fonds « **Solidarité des collectivités avec le Pakistan** » a été créé et il pourra être abondé par toute collectivité locale désireuse de répondre à cet appel à solidarité.

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal délégué aux relations internationales de la ville de Toulouse

Réunion du groupe-pays Vietnam, le 6 septembre 2010

Le groupe-pays s'est réuni le 6 septembre dernier, à Cités Unies France, en présence de la délégation d'Haiphong, la ville hôte des assises. Les derniers points de logistiques et de contenu des assises ont été réglés. Les chefs de files des 5 ateliers : état des lieux de la coopération, développement durable, formation, culture et patrimoine, et services publics, se sont réunis le même jour pour définir les notes de cadrage des ateliers. Les collectivités intéressées pour alimenter l'un ou l'autre des ateliers doivent contacter Cités Unies France rapidement. Le compte-rendu de cette journée de travail est téléchargeable sur le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1122>.

Coopération France Vietnam dans le domaine de l'eau et l'assainissement

Une réunion organisée par le Cercle français de l'eau et le Cercle des amitiés France-Vietnam a eu lieu le 7 septembre 2010, à Paris. Sous la présidence de Jacques Oudin, 50 participants ont échangé sur la question de l'eau au Vietnam.

L'eau est un élément majeur de la coopération franco-vietnamienne. La problématique de l'eau a explosé au Vietnam et ne se limite plus à la construction d'infrastructures et de l'accès à la ressource. La gestion de la distribution de l'eau avec l'émergence d'une gestion intégrée des bassins versants, les questions environnementales (climat et urbanisation) et la demande de formation de professionnels de l'eau et d'assistance technique sur la maintenance des infrastructures sont ressorties comme les enjeux majeurs de l'eau au Vietnam lors de la réunion.

Assises vietnamo-françaises, les 5 et 6 novembre 2010, à Haiphong

Ces 8^{èmes} Assises aborderont sous différents aspects les grandes problématiques de la coopération entre les collectivités françaises et vietnamiennes : l'environnement de la coopération décentralisée (état des lieux, outils à sa disposition, évolution.), les actions pour un développement durable, la formation (universitaire, relation école/entreprise, culture, etc.) et les services publics (gouvernance locale, eau).

Le programme et le bulletin d'inscription sont téléchargeables sur le site Internet de Cités Unies France. La ville d'Haiphong a créé un site Internet dédié aux assises à l'adresse suivante : <http://vietfranco8.com/>.

Les délégations inscrites aux assises doivent très rapidement réserver leur vol.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chine)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Nicolas Wit, directeur adjoint (Inde)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

BALKANS OCCIDENTAUX

RAPPEL : Cités Unies France prépare actuellement son répertoire des partenariats de coopération décentralisée visant à recenser l'ensemble des actions et partenariats entre les pays d'Europe du Sud-Est et la France. De nombreuses fiches n'ont pas été réceptionnées à ce jour.

SERBIE

Le 20 septembre dernier était la date limite de remise des dossiers répondant à l'appel à proposition du programme EXCHANGE III. Une seule ville française, à notre connaissance, a participé à ce programme, il s'agit de la ville de Bricquebec en partenariat avec sa ville jumelée Sremski Karlovci. Cependant, la ville de Nevers, en tant que partenaire de la ville de Sremska Mitrovica, a répondu à l'appel à proposition du programme RSEDP 2, et ce en associant la chambre d'agriculture de la Nièvre.

Un nouvel appel à proposition du programme EXCHANGE III devrait être publié au courant de l'année 2011. Cités Unies France réaffirme sa présence et sa disponibilité pour assister les collectivités désireuses d'y répondre.

Cités Unies France souhaiterait organiser, à destination aux collectivités, une réunion d'informations sur le thème de l'organisation territoriale dans les Balkans occidentaux.

ACTUALITÉS KOSOVO

Le 9 septembre 2010, s'est tenu l'Assemblée générale des Nations Unies. A cette occasion, la Serbie, soutenue par les 27 Etats membres de l'Union européenne, a déposé une résolution au regard de la décision de la Cour Internationale de Justice de juillet 2010 estimant conforme au droit international la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo. Ainsi, prenant acte de l'avis rendu, l'Union s'est déclarée disposée à faciliter le processus de dialogue entre les parties afin de favoriser la stabilité dans la région et d'avancer sur ce chemin menant en son sein.

Bien que la majorité des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies n'ait pas reconnu l'indépendance du Kosovo, la résolution déposée fut adoptée.

ACTUALITÉS BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le 3 octobre prochain se tiendra en Bosnie-Herzégovine les élections municipales et présidentielles au niveau fédéral. Il s'agit du sixième scrutin depuis l'indépendance du pays. Les électeurs de la fédération de Bosnie-Herzégovine sont également appelés à élire les membres de la chambre basse et les représentants des chambres cantonales.

Les électeurs de la Republika Srpska éliront, quant à eux, le président, le vice-président et les membres du Parlement fédéré.

On peut rappeler que le Conseil de l'Europe avait menacé d'exclure la Bosnie-Herzégovine en cas de non modification de sa Loi électorale, et ce, suite à une condamnation de la Cour européenne des droits de l'Homme.

La 7^{ème} conférence de la Charte européenne de la sauvegarde des droits de l'Homme dans la ville

Du 7 au 9 octobre 2010, se déroulera la septième conférence de la Charte européenne de la sauvegarde des droits de l'Homme dans la ville à Tuzla en Bosnie-Herzégovine à l'occasion du dixième anniversaire de son adoption à Saint-Denis, en 2000.

Au-delà du contexte actuel, cette conférence revêt une symbolique forte du fait de l'histoire de la région qui traduit une nécessité d'une meilleure compréhension entre les communautés.

La journée du 8 octobre sera dédiée à différents séminaires sur les thèmes du droit à la non-discrimination, pour un climat d'harmonie dans la diversité urbaine, au droit aux services publics de qualité et à un environnement sain et humain.

Bien que la Charte ne constitue pas un instrument juridique contraignant, cet outil permet de mettre en avant la collaboration transfrontalière et interterritoriale afin de promouvoir l'idéal contenu dans cette charte. Le succès de cet outil ne cesse de se démontrer avec son attrait toujours plus important, pas moins de 400 collectivités européennes sont dorénavant membres.

RUSSIE

Prochaine réunion du comité de pilotage de la 3^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales, le 22 octobre 2010, à Cités Unies France

La 3^{ème} Rencontre franco-russe se déroulera les 26 et 27 novembre 2010, à Strasbourg, Palais de la Musique et des Congrès.

La dernière réunion du comité de pilotage a eu lieu le 29 septembre 2010, dans les locaux de Cités Unies France. La réunion a été présidée par Nawel Rafik-Elmrini, adjointe au maire de Strasbourg en charge des Relations européennes et internationales. Le compte rendu sera mis en ligne prochainement sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique80>

La prochaine réunion aura lieu le 22 octobre, à 10h30, dans les locaux de Cites Unies France.

« Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe » de Cités Unies France - Fiche de capitalisation

Cités Unies France, investie dans cette Rencontre, élabore actuellement son « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe », à destination des collectivités territoriales, visant à recenser l'ensemble des partenariats entre les autorités locales françaises et leurs homologues russes.

Par conséquent, nous serions intéressés par les actions et partenariats que les collectivités françaises entretiennent ou ont entretenu avec la Russie.

Nous ferons parvenir ladite publication une fois achevée aux collectivités ayant répondu à notre **Fiche de capitalisation** (vous pouvez la télécharger à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1103>, et nous retourner par fax au : 01 53 41 81 41 ou par courriel : europe@cites-unies-france.org).

Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

ISRAEL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

La prochaine réunion du groupe-pays Israël

La prochaine réunion du groupe-pays Israël sera vraisemblablement organisée le mardi 16 novembre dans l'après-midi.

A l'ordre du jour de cette réunion : l'organisation des prochaines Assises de la coopération franco-israélienne, en Israël, à Haïfa, en 2011.

Le président du groupe-pays se rendra en Israël, du 7 au 12 décembre prochain, afin de rencontrer les partenaires israéliens et d'avancer dans l'organisation de l'événement.

Un point sur le thème de la jeunesse sera également organisé.

Les Actes des premières Assises franco-israéliennes sont désormais disponibles (format CD) et ils seront envoyés à tous les participants dans les prochaines semaines.



Anne Hidalgo, première adjointe au maire de Paris, Pierre Schapira, adjoint au maire de Paris, et Nicole Guedj, ancien ministre, présidente de la Fondation France-Israël, lors des premières Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne, en novembre 2009



PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Prochaine réunion du RCDP

La prochaine réunion du RCDP aura lieu le lundi 18 octobre, à partir de 13h30.

Point juridique : conformément à ce qui avait été annoncé lors de la précédente réunion, le RCDP a fait appel à une expertise juridique concernant la législation européenne en vigueur en matière d'importation de biens en provenance des colonies israéliennes. Maître Devers, avocat lyonnais, apportera son expertise au débat.

Cette réunion sera également l'occasion de préparer les prochaines Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne.



M. Salam Fayyad, Premier ministre de l'Autorité palestinienne, lors de la mission du Réseau européen des collectivités locales pour la paix au Proche-Orient, en octobre 2009

ACTUALITÉS PALESTINE

Les négociations de paix avec Israël

Les Palestiniens ne se prononceront pas officiellement sur la poursuite des négociations de paix avec Israël avant le 4 octobre prochain, a déclaré à Paris Nabil Abou Roudeina, porte-parole du président Mahmoud Abbas. Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, avait appelé Mahmoud Abbas à poursuivre les négociations de paix au terme du moratoire sur la colonisation. Mahmoud Abbas avait répété que celles-ci seraient « une perte de temps » si Israël ne maintenait pas son moratoire sur la colonisation.

Sauver les négociations de paix

Les efforts diplomatiques se poursuivaient pour tenter de sauver les négociations de paix. L'administration américaine, en particulier, a réitéré sa demande à Israël de maintenir le gel de la construction, soulignant que la position américaine à ce sujet n'avait pas changé.

(Source : *Le Monde*)

La Semaine économique de la Méditerranée

La 4^{ème} édition de la Semaine économique de la Méditerranée aura lieu du 29 novembre au 4 décembre 2010, à Marseille.

Après le succès des années précédentes, cette 4^{ème} édition sera l'occasion d'aborder au travers de nombreux rendez-vous, les différentes composantes du développement économique durable : équilibre des territoires, nouvelles activités, bâtiments durables, Ecocités, innovation et développement des startups méditerranéennes... De la réflexion stratégique aux projets et actions, les conférences, ateliers et rencontres d'affaires seront autant d'occasions pour faciliter les échanges, développer le business et l'investissement en Méditerranée.

La Semaine économique de la Méditerranée est organisée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée et la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence, avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères et européennes.

Pour plus d'informations : www.semaine-eco-med.com

TURQUIE

Réunion préparatoire à la création d'un groupe-pays Turquie à Cités Unies France, le 1^{er} décembre 2010

Le 1^{er} décembre 2010, de 14h00 à 17h00, Cités Unies France organisera, en présence de son président, Charles Josselin, une réunion d'information et d'échanges sur l'état de la coopération décentralisée franco-turque et le projet de constitution d'un groupe-pays Turquie.

Les collectivités françaises ayant déjà des coopérations avec la Turquie et/ou celles ayant manifesté un intérêt pour le faire, sont toutes conviées à participer à cette réunion.

Vous trouverez le bulletin d'inscription et l'ordre du jour de cette réunion sur le site de Cités Unies France.

ACTUALITES TURQUIE

Révision de la Constitution de 1982 : Référendum du 12 septembre 2010

A dix mois des élections législatives, les Turcs ont voté, le 12 septembre 2010, à 58% en faveur des réformes constitutionnelles amendant la Constitution. La réforme votée modifie 26 articles de la Constitution rédigée par la junte militaire en 1982.

Avec un taux de participation de 77% en faveur ce vote, il y a, selon Marc Semo, journaliste, « la volonté de la majorité des Turcs de sortir du régime de tutelle militaire lié à la Constitution de 1982 et de poursuivre la démocratisation menant vers l'Europe. La principale force d'opposition, le CHP laïc et de gauche approuvaient la majorité des amendements : limitation des cours militaires, libertés syndicales accrues pour les fonctionnaires, jugement des putschistes de 1980, etc. en s'opposant à deux articles accroissant le contrôle de l'exécutif sur le Conseil Constitutionnel sur le Conseil Constitutionnel et le Conseil supérieur de la Magistrature. Mais il fallait approuver ou rejeter les amendements en bloc. Le scrutin, devenu un plébiscite pour ou contre le bilan du Premier Ministre, Recep Tayip Erdogan, montre un pays divisé entre pro ou contre AKP, mais aussi entre Turcs et Kurdes. Le BDP, principal parti kurde, a appelé au boycott. La participation nationale a été de 77%, mais très faible dans les zones à majorité kurde du sud-est, ne dépassant pas 7% dans certains districts. »

L'Union européenne a salué « un pas dans le bon sens », mais s'est déclarée attentive à la mise en œuvre des réformes. Une nouvelle Constitution est attendue de longue date. Le « oui va accélérer le processus » espère l'universitaire Cengiz Aktar.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Linda Naili, chargée de mission (Algérie, Maroc)
Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie)
Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)
Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Président du groupe thématique Tourisme responsable : Jean-Claude Mairal, conseiller municipal de Creuzier le Vieux, conseiller communautaire à Vichy Val d'Allier et secrétaire du Pays Vichy Auvergne

Réunion du groupe thématique, le 15 septembre 2010

La dernière réunion du groupe thématique a été un succès, couronné par un échange fructueux avec les collectivités sur les réflexions émanant de la présentation d'un état des lieux.

S'orientant vers une consultation des attentes des collectivités pour l'avenir, la réunion a permis de confirmer l'intérêt des collectivités pour cette thématique et des questions cruciales telles que l'appui à la gouvernance et le travail avec des partenaires professionnels du tourisme.

Le travail de mise en réseau, réalisé par Cités Unies France, autour de la thématique a été souligné au travers de deux initiatives récentes : la « Plate-forme coopération et tourisme » et du groupe de travail « Tourisme » de CGLU.

L'objectif est de créer des lieux fédérateurs ad hoc auxquels les collectivités peuvent avoir recours selon l'avancement de leur réflexion. Le compte rendu de la réunion sera envoyé et mis en ligne prochainement.

Première réunion du groupe « Tourisme » de CGLU, du 22 au 26 novembre 2010

Cités Unies France, en tant que secrétariat adjoint du groupe de travail « Tourisme » de CGLU, organise, avec la présidence du groupe de travail, l'Etat du Yucatan, du 22 au 26 novembre 2010, à Merida, la première réunion du groupe de travail.

Inscrit dans le cadre du Congrès mondial de CGLU à Mexico, cet événement est l'occasion de réunir l'ensemble des collectivités adhérentes au groupe de CGLU.

A l'invitation d'Ivonne Ortega Pacheco, Gouverneur du Yucatan et présidente du groupe « Tourisme » de CGLU, ce rendez-vous intitulé : « Expériences de tourisme responsable » permettra de définir un programme d'activités et de rencontres pour construire un savoir-faire partagé et pour permettre le rayonnement de cette thématique au regard des projets des collectivités sur les différents continents.

Le groupe « Tourisme » de CGLU cherche à s'étoffer et à associer des collectivités du monde entier pour travailler sur les différentes approches. Les collectivités adhérentes à Cités Unies France qui sont *ipso facto* membres de CGLU, souhaitant participer au groupe de travail de CGLU, sont invitées à signaler leur intérêt auprès de Cités Unies France.

Le « Passeport Vert » : une initiative des Etats engagés dans le développement touristique durable



Cités Unies France s'est associée au comité français pour le développement durable du tourisme, le lundi 27 septembre - Journée mondiale du tourisme, pour promouvoir la campagne de sensibilisation au tourisme durable, le « Passeport Vert », initié par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), avec le soutien de la France.

Basé sur le site Internet : <http://www.unep.org/greenpassport/>, site interactif et ludique, le « Passeport Vert » cherche à faire prendre conscience au voyageur des petits gestes qu'il peut faire lors de son déplacement pour limiter son impact environnemental.

Le « Passeport Vert » met en évidence le lien entre le changement climatique et les choix de vacances via le slogan « CO², Non à la dépendance même en vacances ! ».

Le « Passeport Vert » donne des conseils pour faire des choix avisés et modifier ses habitudes, pour voyager léger et explique ce qu'il est possible de faire pour réduire l'empreinte carbone. Organisé autour des moments clés de la préparation d'un voyage, ce petit guide permet de sensibiliser le grand public à des pratiques plus respectueuses du développement durable, pour chacune des étapes du voyage, de la préparation de la valise au choix des activités à destination.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Forum mondial de l'Eau à Marseille en 2012 : Cités Unies France invite les collectivités à se mobiliser des maintenant pour participer à la préparation et la mise en œuvre du « forum des solutions »

Cités Unies France a participé, le 29 septembre 2010, à la première réunion de la Commission « Autorités locales » du Comité National Français du 6^{ème} Forum mondial de l'Eau.

Le mandat de cette Commission est de coordonner et de mobiliser les acteurs français locaux concernés par le secteur de l'eau, en particulier les collectivités territoriales et à travers elles, de mobiliser leurs homologues étrangers, mais aussi les citoyens.

Cités Unies France, en coordination avec l'ensemble des acteurs concernés et ses réseaux partenaires tels que, notamment, le ps-Eau, organisera début 2011 une réunion d'information et de mobilisation des collectivités territoriales françaises pour la diffusion du Pacte d'Istanbul.

Pour plus d'informations :

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission
Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Pôle d'expertise européenne - formation : « Comment répondre aux appels à propositions européens ? »

Les 9 et 10 septembre derniers, Cités Unies France et l'Agence française du Développement ont organisé la première session de formation à destination des collectivités territoriales françaises sur les financements européens. En présence d'experts, de la Commission européenne, de l'AFD et de Cités Unies France, les 11 stagiaires ont reçu une formation leur donnant les clefs pour trouver les financements susceptibles de financer leur projet. Ils ont également acquis les éléments nécessaires pour monter un cadre logique et ainsi remplir une demande de subvention européenne. Les stagiaires se sont déclarés très satisfaits de ce module qui a répondu à leurs attentes en la matière.

Une deuxième édition de la même formation sera proposée courant novembre, les dates seront communiquées la première semaine d'octobre.

PADOR

PADOR, le service d'enregistrement en ligne des demandeurs de subventions européennes, nécessite une mise à jour régulière. Une fois l'inscription validée et le numéro europeaid obtenu, il est impératif de régulièrement mettre à jour les données concernant la collectivité sur PADOR, telles les données financières ou les nouvelles expériences. Ces informations jouent un rôle essentiel dans l'éligibilité des demandes de subventions. Une donnée manquante ou non à jour pourrait rendre une candidature inéligible sur la forme.

Discours sur l'état de l'Union

Le 7 septembre dernier, José Manuel Durão Barroso a prononcé, devant le Parlement européen, le discours sur l'état de l'Union. Pour l'année à venir, il a évoqué cinq priorités d'action : la gestion de la crise économique, la relance de la croissance pour l'emploi, l'élaboration du budget de l'Union, la promotion d'un espace de liberté, de justice et de sécurité ainsi que la politique étrangère européenne. A propos de cette dernière, il a rappelé que l'ouverture au monde impliquait également de se tenir aux côtés des pays en développement, et de l'Afrique en particulier. Il a annoncé l'affectation par l'Union européenne d'un milliard d'euros supplémentaire en faveur des Objectifs du millénaire pour le développement.

Le président de la Commission européenne a rappelé que la qualité d'acteur mondial de l'Union suppose aussi de défendre ses valeurs. « *Les droits de l'homme ne sont pas négociables* ». Ceci signifie, également, qu'il lui faut venir en aide aux personnes confrontées à une situation de crise où ce soit dans le monde.

Open Days 2010

Du 4 au 7 octobre 2010 se tiendra, à Bruxelles, la huitième semaine européenne des régions et des villes. Cette semaine est placée sous les thèmes de compétition, de coopération et de cohésion. La manifestation prévoit en divers endroits de la capitale près de cent séminaires, ateliers et débats autour d'acteurs locaux, régionaux, nationaux et européens afin d'échanger et promouvoir les bonnes pratiques entre régions.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



3^{ème} Congrès des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), encore un mois...

CGLU nous informe que des représentants de plus de 50 pays ont déjà confirmé leur participation au Sommet mondial des pouvoirs locaux et les leaders régionaux, à **Mexico, du 17 au 20 novembre 2010**. Plus de 3 000 délégués et 100 intervenants de haut niveau sont attendus au Sommet.

De nombreux maires, présidents de région et autres collectivités territoriales, les représentants des institutions internationales les plus importantes, les partenaires internationaux de CGLU et d'autres intervenants majeurs de la société civile ont été invités à s'exprimer à cette occasion.

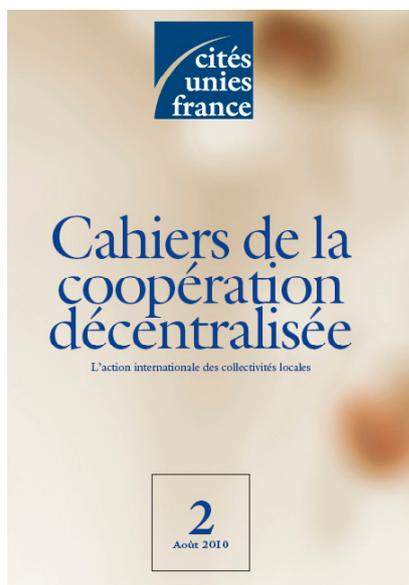
Parmi les leaders locaux et régionaux qui ont déjà accepté l'invitation du maire de Mexico et de CGLU, se trouvent les maires de Paris, Johannesburg, Guangzhou, Istanbul, Quito, Los Angeles, Mumbai, Lisbonne, Madrid, Harare, Buenos Aires, Brazzaville, Rabat, San José de Costa Rica, Montréal, Stuttgart, Almere, Rosario, Lyon, Nantes, Florence, Getafe, Nanterre, les présidents des régions de l'Ile-de-France et Pays de la Loire, Taza Al Hoceima Taounate (Maroc) et les représentants des villes et régions du monde entier.

Les principales institutions internationales ainsi que les principaux partenaires de CGLU seront également représentés : Banque mondiale, ONU-Habitat, l'Alliance des villes, l'UNESCO, l'OCDE, le FENU, les banques régionales, ainsi que des représentants de la société privée et universitaire et des secteurs civils.

Pour s'inscrire : <http://www.cities-localgovernments.org/>

CAHIERS DE LA COOPERATION DECENTRALISEE

RAPPEL : Publication du n° 2 des cahiers de la coopération décentralisée !



Le n° 2 des Cahiers de la coopération décentralisée est désormais sorti : vous pouvez le commander auprès de Cités Unies France (k.fotic@cites-unies-france.org).

Au sommaire de cette édition :

- « La coopération décentralisée aux échelles du territoire marseillais : un réseau local international », de Nicolas Maisetti
- « Le poids des institutions internationales dans les pays méditerranéens, le Maroc et le Liban : Déconcentration et décentralisation ? », de Paqui Santonja
- « La coopération décentralisée au sein du gouvernement des territoires : s'affirmer, se positionner et convaincre », de Claire Pillet
- « Accompagner les collectivités territoriales dans la gouvernance de leur territoire », CUF – F3E – PAD Maroc
- « Le projet de réhabilitation des marchés à Mahajanga : un partenariat urbain pour l'amélioration de la gouvernance locale », de Benjamin Michelin et Guillaume Josse
- « Partenariats internationaux et gouvernance des collectivités locales au Cameroun », de Hilaire de Prince Pokam
- « La solidarité des villes : Changer la vie des gens sur le terrain », de Pierre Schapira.

Le n°1 est toujours disponible à la vente. Il est désormais téléchargeable librement sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article557>.

Appel à contributions

Le nouvel appel à contributions pour le n° 3 des Cahiers à paraître au cours de l'été 2011 est téléchargeable en ligne à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article557>

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

FRANCOPHONIE

Premiers états généraux de la francophonie décentralisée

Les processus de décentralisation en cours dans plusieurs pays de l'espace francophone font des collectivités territoriales un acteur clé de la francophonie, aux côtés des Etats et des acteurs de la société civile.

C'est dans ce contexte que se tiendront les « **Premiers états généraux de la francophonie décentralisée** », les **26 et 27 octobre 2010**, à **Lyon**, sous le parrainage de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et en présence d'Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie.

Ces états généraux ont plusieurs objectifs :

- faire mieux prendre en compte par les collectivités locales de l'espace francophone et par leurs réseaux, les enjeux de la francophonie, de la langue française, de la diversité culturelle ;
- dynamiser et densifier la coopération décentralisée francophone Nord-Sud et Sud-Sud ;
- voir comment il est possible de mobiliser des moyens financiers supplémentaires, auprès des organisations internationales, des Etats et des banques de développement... ;
- favoriser la mise en réseau, l'échange d'expériences entre tous les acteurs.

Charles Josselin, président de Cités Unies France, sera présent. Cités Unies France encourage la participation de votre collectivité à cette première réunion internationale des collectivités territoriales francophones.

Plus d'information sur cet événement :

Site Internet : <http://www.regions-francophones.com/>

Assises de la coopération décentralisée et internationale, le 21 septembre 2010, Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur

Dans le cadre de ses Assises de la coopération décentralisée et internationale, le Conseil régional Provence-Alpes-Côtes d'Azur a souhaité réunir et se concerter avec l'ensemble des acteurs de la coopération internationale de la région (associations, collectivités locales, universités, entreprises, chambres consulaires...) sur l'opportunité de créer un réseau régional. L'objectif étant de mettre en cohérence, de coordonner et de mutualiser les actions. Les participants ont pu prendre part à la réflexion dans le cadre de trois ateliers thématiques qui ont portés sur la formation, l'ingénierie de projet et le partage des informations.

Il ressort de ces échanges, un réel intérêt pour la construction d'un espace commun au service de l'ensemble des acteurs de la coopération décentralisée et internationale. Tous se sont accordés sur la nécessité de travailler de manière plus concertée, structurée et de mutualiser les moyens et les compétences. Le réseau régional semble être l'outil adapté pour répondre à ces attentes et pour rendre plus efficace et performant les projets des acteurs de la région. Sa forme reste encore à préciser.

OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT

Conférence de presse du 14 septembre 2010 à Paris

La conférence de presse consacrée au rôle des collectivités locales pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), organisée par l'AFCCRE et Cités Unies France, mardi 14 septembre 2010 à la Mairie de Paris a réuni un peu plus d'une dizaine de journalistes, de médias généralistes et spécialisés. A une semaine du Sommet du New York, cet exercice de communication a permis aux principaux présidents des associations de collectivités territoriales françaises de souligner la nécessaire implication des gouvernements locaux aux côtés des Etats pour atteindre ces objectifs à l'horizon 2015.

Le président de CUF, Charles Josselin a ainsi déclaré que « *la résistance d'un certain nombre de gouvernements face aux pouvoirs locaux ne nous permettra certainement pas de nous faire entendre comme nous le souhaitons (...) mais nous avons toujours pour ambition de faire reconnaître le rôle des collectivités locales dans cette bataille* ».

Vous pouvez retrouver les articles de presse relatifs à cette conférence grâce aux liens Internet ci-dessous :

- <http://www.localtis.info/cs/ContentServer?c=artJour&pagename=Localtis%2FartJour%2FartJour&cid=1250260334203>
- <http://www.maire-info.com/article.asp?param=12951&PARAM2=PLUS>
- <http://www.courrierdesmaires.fr/actualite/europe-les-collectivites-s-engagent-en-faveur-du-millenaire-pour-le-developpement-20010.html>
- <http://infos.lagazettedescommunes.com/44697/sommet-des-nations-unies-contre-la-pauvrete-les-collectivites-revendiquent-leur-place-a-new-york/>
- <http://carrefourlocal.senat.fr/breves/breve6614.html>

Sommet des Nations Unies OMD+10, New York les 20, 21 et 22 septembre 2010

Le bilan du Sommet des Nations Unies en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) n'est pas positif quant à la reconnaissance des autorités locales comme acteurs importants du développement. Si les différentes composantes de la société civile (secteur privé, fondations, ONG...) ont été mentionnées à maintes reprises et ont fait l'objet de temps de réunion particuliers, le rôle des autorités locales n'a pratiquement pas été évoqué dans la résolution finale. Ce texte a simplement souligné que : « *Nous nous engageons à progresser plus vite dans la réalisation de l'objectif du millénaire pour le développement 7, notamment en (...) favorisant une meilleure coordination entre les institutions nationales et locales chargées du développement économique et social et de la protection de l'environnement, notamment au regard de la promotion d'investissements concernant le développement durable* ».

Plus significatif encore, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) a décidé à quelques jours du Sommet d'annuler le *side event* dont il avait la charge et qui devait se focaliser sur les partenariats à mettre en place entre les Etats et ses entités décentralisées. L'ONU n'ayant, en effet, pas assez accordé de place aux élus locaux dans les débats.

SEMAINE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

La 13^{ème} édition de la Semaine de la Solidarité Internationale (SSI), grand rendez-vous national de sensibilisation à la solidarité internationale et au développement durable, aura lieu du 13 au 21 novembre 2010. La SSI, c'est plus de 6 000 animations portées par près de 600 pôles organisateurs partout en France.

Comme chaque année, Cités Unies France encourage les collectivités françaises à participer, aux côtés des associations locales, aux actions de sensibilisation du grand public aux relations Nord-Sud, saisissant cette formidable occasion pour développer une politique d'éducation au développement.

Afin d'améliorer la visibilité de cette semaine au niveau national, Cités Unies France vous invite vivement à reprendre les outils de communication (affiches, plaquettes, programmes,...) mis à disposition par le comité d'animation national de la Semaine (au minimum : le logo) et de renseigner les animations proposées par votre territoire sur la base nationale, pour être recensées.

L'ensemble des animations, ainsi que le programme, les outils de communication et les orientations de la SSI se trouvent sur le site : www.lasemaine.org.

Au plus près de ses adhérents, l'équipe de Cités Unies France se déplace en région pour participer aux événements initiés par nos membres. Pour renseigner les actions proposées par votre territoire et/ou solliciter la participation de CUF :

Pour plus d'informations :

Sarah Schonfeld, chargée de mission
Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'ARRICOD

16 - 17 septembre 2010, à Limoges

L'impact de la crise et de la réforme territoriale sur l'action internationale et européenne des collectivités territoriales

L'association des professionnels de l'action internationale et européenne des collectivités territoriales, ARRICOD, avait choisi pour son université d'été de cette année de rentrer dans le vif de l'actualité. Une table ronde réussie a permis aux élus, représentant du MAEE et un conseiller d'Etat et aux participants d'exprimer leurs inquiétudes, de rassurer et de chercher des pistes pour une sortie « par le haut ».

Patrick Ouinqueton, Maître de requêtes au Conseil d'Etat, auteur du rapport 2005 du Conseil d'Etat sur la coopération décentralisée, a donné sa vision sur le sujet, soulignant que la réforme n'est pas encore votée. Il estime que l'éventuelle suppression de la clause de compétence générale, pourrait rendre certaines actions internationales moins évidentes pour les conseils généraux et régionaux.

Antoine Joly, délégué de l'Action extérieure des collectivités territoriales et secrétaire général de la CNCD, se voulait rassurant : la coopération décentralisée est devenue, grâce à la loi

Thiollière, une compétence d'attribution, une compétence légale. Aussi, tant que cette loi n'est pas modifiée la coopération décentralisée ne devrait pas être mise en cause.

Interpellés par les élus à la table ronde sur les cofinancements, M. Joly a pu annoncer que les crédits du MAEE dédiés au soutien de la CD pour 2011 seront stables, ce qui dans le contexte budgétaire actuel était accueilli comme plutôt une bonne nouvelle. Il confirmait l'appel à projets 'annuels' sur l'exercice 2011.

Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin, et président du groupe-pays Burkina Faso de Cités Unies France, parlait plutôt des crises internationales ; au delà des crises financières et économiques, sévissent les crises alimentaires, énergétiques et climatiques. La raréfaction des moyens publics - les régions ne maîtrisent (quasiment plus) leurs recettes, appelle à une nouvelle mobilisation des élus, à trouver des nouvelles formes de coopération, de partenariat, de travail en réseau. La mutualisation peut être une des réponses, mais si les « coûts induits » ne doivent pas être sous-estimés. CUF y prend sa place.

Nicole Feidt, maire de Toul, présidente du groupe de travail des affaires internationales et de la coopération décentralisée de l'AMF, ne cachait pas sa crainte de voir la crise et la réforme avoir des incidences sur l'engagement international des communes. Néanmoins, elle confirmait l'ancrage de cet engagement. 700 communes ont voté une subvention pour Haïti.

Des nombreux autres sujets ont été abordés à Limoges. L'université d'été est devenue un peu une institution pour « se mettre à jour ».

L'ARRICOD a renouvelé son conseil d'administration et élue sa nouvelle présidente. Laure Feret, responsable des relations internationales du conseil général de l'Essonne, succède à Rose-Anne Bisiaux, directrice adjointe de la mission des relations internationales de la CUD. Nicolas Wit, directeur général adjoint de Cités Unies France, l'a félicitée et l'invitée à rencontrer la direction de Cités Unies France pour voir les possibilités de coopération entre les deux associations, de nature très différente, mais avec des complémentarités intéressantes.

ACTUALITÉS JURIDIQUES

Focus sur les dernières jurisprudences des tribunaux administratifs et réunion d'information sur l'avenir de la loi Thiollière

Dans la continuité de la Journée d'atelier qui a réuni, sous l'égide de Cités Unies France et de la Région Ile-de-France, en mars 2009 au Sénat, parlementaires, élus, fonctionnaires, juristes, associations et acteurs de la coopération décentralisée, Cités Unies France organisera, dès l'adoption de la loi sur la réforme des collectivités locales, une nouvelle journée de réflexion.

En effet, il est fondamental pour les collectivités engagées en coopération de se tenir informées des dernières décisions des tribunaux, mais surtout de l'éventuel impact de la réforme des collectivités sur leur compétence en matière d'action internationale.

Cette réforme, ainsi que certaines décisions jurisprudentielles récentes, seront l'occasion d'une mise à jour de l'ouvrage « Les instruments juridiques de la coopération décentralisée ».

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Open Days - 8 ^{ème} semaine européenne des régions et des villes	Bruxelles	4 - 7 octobre	Commission européenne
Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne	Erevan	7 - 8 octobre	MAEE/ Ambassade de France à Erevan /Grand Lyon
Débat : « Coopération décentralisée et sécurité au Sahel »	Paris	13 octobre	CUF
Réunion du Bureau exécutif	CUF	19 octobre	CUF
Réunion du RCDP	CUF	18 octobre (après-midi)	CUF/RCDP
31 ^{ème} rencontre nationale des Agences d'urbanisme - atelier international	Rennes	19 - 21 octobre	Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise
Assemblée générale de l'AIMF	Lausanne	20 - 21 octobre	AIMF
Réunion du comité de pilotage de la 3 ^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales	Paris (CUF)	22 octobre	Comité de pilotage
1. Comité de coordination de Platforma 2. Audition par Platforma de la commission développement du Parlement européen	Bruxelles	26 octobre	Platforma
Premiers Etats généraux de la Francophonie décentralisée	Lyon	26 - 27 octobre	AIRF
19 ^{ème} session du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux	Strasbourg	26 - 28 octobre	Conseil de l'Europe
V ^{ème} conférence annuelle de l'Observatoire de coopération décentralisée Union européenne - Amérique Latine, sur le thème : « Fondements et stratégies des politiques publiques de la coopération décentralisée »	Comité des Régions Bruxelles	28 - 29 octobre	Observatoire de coopération décentralisée Union européenne - Amérique Latine
Premières assises de la coopération décentralisée franco-béninoise	Cotonou	28 - 29 octobre	MAEE/ MDGLAAT/ CUF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Assises sénégal-européennes de la coopération décentralisée	Dakar	4 - 5 novembre	Comité de pilotage
11 ^{ème} Foro de Biarritz	Biarritz	4 - 5 novembre	Ville de Biarritz/ Centre de Management Europe Amérique Latine (CMEAL)
Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne	Haiphong	5 - 6 novembre	Comité de pilotage
Semaine de la solidarité internationale	France	13 - 21 novembre	CRID/CUF
Réunion du groupe-pays Israël	CUF	16 novembre (après-midi)	CUF
Séminaire France - Amérique latine : de nouveaux partenariats à l'échelle locale régionale	Ville de Mexico	17 novembre	CUF/AFD
Sommet des Dirigeants Locaux et Régionaux et 3 ^{ème} Congrès mondial de CGLU	Ville de Mexico	17 - 20 novembre	Cités et Gouvernement Locaux Unis
Expérience de tourisme solidaire au Yucatan	Mexique	23 - 26 novembre	Groupe de travail de CGLU/État du Yucatan/CUF
Formation : « Piloter l'évaluation d'une relation et /ou d'une action de coopération décentralisée »	F3E	24 novembre	F3E
3 ^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales	Strasbourg	26 - 27 novembre	Comité de pilotage
4 ^{ème} édition de la Semaine économique de la Méditerranée	Marseille	29 novembre - 4 décembre	Région PACA/Ville de Marseille/ CU Marseille Provence Métropole/ Euroméditerranée/ CCI Marseille Provence/MAEE
Colloque Coopintour sur la « Coopération internationale pour un tourisme responsable et une valorisation touristique des territoires »	Saint Quentin en Yvelines	30 novembre - 1 ^{er} décembre	CEMOTEV
Réunion du groupe-pays Maroc (sous réserve de confirmation)	Paris	7 décembre	CUF
Journées européennes de développement	Bruxelles	6 - 7 décembre	Commission européenne

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 euros

- Dossier pays POLOGNE
(édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE
(édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays JAPON
(deuxième édition - avril 2010)
- Dossier pays CHINE
(à paraître 2010)
- Dossier pays INDE
(à paraître 2010)
- Dossier pays TURQUIE (2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAËL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
(épuisé - nouvelle édition à paraître en 2010)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays HAÏTI
(à paraître en 2010)
- Dossier pays BURKINA FASO
(édition - juin 2010)
- Dossier pays MALI (2009)
- Dossier pays TOGO (2009)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays BÉNIN
(à paraître en 2010)
- Dossier pays NIGER
(à paraître en 2010)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE LA COOPERATION DÉCENTRALISÉE : 15,00 euros

- franco- polonais (France - Etats-Unis)
- franco- roumains • franco-américains
- franco- tchèques (en anglais)
- franco-hongrois • France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-chinois • franco-sénégalais
- franco-japonais • franco-togolais
- franco- algériens • franco-burkinabè
- franco-marocains • franco-maliens
- franco-tunisiens • franco-malgaches
- franco-libanais • franco-bénois
- franco-israéliens • franco-mauritaniens
- franco-palestiniens • franco-camerounais
- franco-américains

COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 euros

- **L'éducation au développement et à la solidarité internationale**
(CUF-Educasol - mars 2010)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 euros

NOUVEAU !

- **La coopération internationale des collectivités territoriales et PUE : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne**
(CUF-AFD, mai 2010)
- Coopération décentralisée et alimentation en Afrique (CUF-CFSI - mars 2010)
- Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international (novembre 2009)
- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays AFRIQUE CENTRALE (octobre 2010)
- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros
- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros
- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros
- Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* en partenariat avec F3E et PAD Maroc (2009)
10 euros
- Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)
22 euros
NOUVEAU !
- **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 2 - août 2010
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUF)

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :
Prénom :
Fonction :
Collectivité :
Adresse :
CP : Ville :
Tél. : Fax :
Courriel :

Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org